
Documents sauvegardés

Lundi 21 février 2022 à 17 h 36

1 document

Par PARIS10T_1

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Ouest-France (site web)

3 octobre 2020

Covid 19. Changer de job face à la crise, pas si simple

3

... Covid 19. Changer de job face à la crise, pas si simple ...



Nom de la source

Ouest-France (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Samedi 3 octobre 2020

Ouest-France (site web) • 710 mots

Covid 19. Changer de job face à la crise, pas si simple

Ouest France avec AFP.

La crise sanitaire qui frappe lourdement certains secteurs pousse des salariés à opter pour une reconversion professionnelle. Un processus parfois complexe que le gouvernement veut faciliter. »

A Marseille, Florian Delle Vergini était chef de rang dans un restaurant qui venait d'ouvrir quand a été décidé le confinement. Il s'est pris la fermeture de plein fouet. Le jeune homme de 28 ans a été au chômage partiel puis a repris une activité au printemps.

Convaincu que le secteur va mettre beaucoup de temps à se relancer, il a choisi de se reconvertir dans le digital, un secteur qui tourne et sera moins contraignant.

L'ancien commercial détenteur d'une licence de journalisme étudie ses options via la plateforme Mon compte formation. Il assure être serein, même s'il faut être assez solide pour accepter la précarité pendant cette période.

> Suivez notre direct ce samedi 3 octobre consacré à l'épidémie de coronavirus

Un accompagnement insuffisant

Le plan de relance gouvernemental comprend un volet important dédié à la formation (2,3 milliards pour 2020-2022), avec un renforcement des dispositifs pour encourager les reconversions, tels le ProA (reconversion ou promotion par alternance) ou le CPF

Yann Castanier, Ouest-France

« Le secteur de la restauration va mettre beaucoup de temps à se relancer », juge Florian, qui a choisi de se reconvertir dans le digital.

transition (outil individuel à la main du salarié).

Mais le ministère du Travail observe qu'il y a des trous dans la raquette en particulier sur l'accompagnement des reconversions collectives entre les secteurs, objet de beaucoup d'attentes.

On ne pourra trouver suffisamment de solutions de reconversions pour les salariés que si on développe vraiment beaucoup plus les mobilités entre les métiers et donc entre les branches, dit-on au ministère.

Le gouvernement a donc lancé un chantier avec les partenaires sociaux – relativement consensuel – dans le cadre de l'agenda social pour voir comment faciliter les mouvements interbranches, par exemple de l'aéronautique à l'énergie.

L'idée est à la fois de voir comment améliorer rapidement ces mouvements à législation inchangée, et d'étudier d'éventuels ajustements à la loi avenir professionnel de 2018, qui a profondé-

© 2020 Ouest-France. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 21 février 2022 à UNIVERSITE-PARIS-OUEST-NANTERRE-LA-DEFENSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20201003-OFW-292ad1f3-621b-4c2b-84e1-48fa41f91e67

ment réformé la formation.

« Être créatifs »

Le ministère regarde avec attention toutes les initiatives en cours. Comme celles de Korian (les maisons de retraite). Le groupe, qui manque d'aides-soignants, travaille notamment à un projet de passerelles avec des entreprises qui auraient la nécessité d'ajuster leurs effectifs ». Une première immersion est prévue fin novembre-début décembre.

On est dans une situation jamais connue, donc l'idée est d'être créatifs et de trouver des dispositifs qui permettent de ne pas faire passer par Pôle emploi, explique Nadège Plou, directrice des ressources humaines pour la France.

Le groupe, qui recrute 2 500 aides-soignants par an, pense pouvoir former entre 400 et 800 personnes à horizon deux ans, sous réserve de déverrouiller certains outils : porter les congés de mobilité et de reclassement à 18 mois ou faire évoluer le CPF transition. Le gouvernement réfléchit aussi à faciliter les prêts de main-d'œuvre par les entreprises.

En septembre, le Medef a fait une série de 20 propositions pour faciliter les reconversions, observant que si 10 % des salariés menacés de perdre leur emploi décidaient de se former pour changer de métier, le système ne permettrait pas de financer cet effort. Or, la demande est là.

22% des actifs reconvertis

Un sondage BVA réalisé après le déconfinement montre que 22 % des actifs ont réalisé une reconversion ou sont en cours, mais aussi que 26 % ont commencé à se renseigner ou l'ont envisagé avant ou après la crise sanitaire

(sondage pour l'organisme de formation Visiplus Academy mené sur internet du 19 au 25 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 actifs).

Des entreprises qui accompagnent les salariés en reconversion observent aussi un afflux en lien avec la crise. C'est le cas de Même pas cap, qui recense au moins 30 % de demandes en plus, selon Aliette Trocheris, sa cofondatrice.

Au terme des bilans de compétence, 50 % des gens changent radicalement de travail, dit-elle. Elle cite le cas d'une comptable qui, sous l'effet de proches atteints du Covid, a choisi de devenir... infirmière.

Cet article est paru dans Ouest-France (site web)

<https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/crise-du-coronavirus/covid-19-changer-de-job-face-a-la-crise-pas-si-simple-6999861>